

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29544]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à l'établissement de la correspondance des titres délivrés par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation avec les titres délivrés par l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 janvier 2009 portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 juillet 2013;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 28 août 2013;

Vu l'avis n° 54.147/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il est de l'intérêt des jeunes apprenants de disposer du certificat de qualification correspondant afin de garantir une meilleure insertion socio-professionnelle et qu'il est de l'intérêt de la société de faciliter la mise à l'emploi rapide des jeunes;

Considérant que les formations de « Menuisier(ère) », « Restaurateur(trice) » et « Coiffeur(euse) » ont déjà fait l'objet d'une phase expérimentale en collaboration avec l'enseignement de promotion sociale qui s'est terminée en 2011 et que l'Inspection de la Communauté française a pu, à cette occasion, examiner l'adéquation des formations organisées par l'IFAPME/SFPME avec le profil de formation;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à l'établissement de la correspondance des titres délivrés par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation avec les titres délivrés par l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale, les mots « , de préférence conjointement, » remplacent le mot « conjointement ».

§ 2. A l'article 2, § 2, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par :

« A titre transitoire et au cas où l'option figurant au répertoire de l'enseignement secondaire ordinaire s'appuie encore sur un profil élaboré par la CCPQ, la liste de compétences est réalisée en comparaison avec le profil de formation élaboré par la CCPQ et approuvé par le Parlement de la Communauté française. ».

§ 3. A l'article 2, § 2, du même arrêté, il est inséré un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au 1^{er} alinéa, le tableau à deux colonnes peut être remplacé par l'avis de conformité délivré par le SFMQ. Dans ce cas, l'IFAPME et le SFPME doivent cependant démontrer que l'organisation des formations respecte le découpage en unités d'acquis d'apprentissage permettant d'établir des passerelles entre l'enseignement de plein exercice ou en alternance, d'une part, et l'IFAPME et le SFPME, d'autre part. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté,

1° le 7° est remplacé par « 7° au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire; »;

2° le 9° est remplacé par « 9° aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné. ».

Art. 3. A l'article 4, le 1° est remplacé par :

« 1° représentants de l'enseignement secondaire :

— le Directeur général de l'enseignement obligatoire ou son délégué;

— le Président et le Vice-président du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ou leur(s) délégué(s);

— l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire ou son délégué;

— un représentant de l'enseignement secondaire obligatoire confessionnel désigné par le comité de concertation de l'enseignement de caractère confessionnel en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er} du présent arrêté;

— un représentant de l'enseignement secondaire obligatoire non confessionnel désigné par le Comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er} du présent arrêté;

— le Président de la Commission permanente de l'enseignement secondaire en alternance; ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par :

« Article 6. — La présidence et la vice-présidence de la cellule sont assurées respectivement par le Directeur général de l'enseignement obligatoire ou son délégué et par le président du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire. En cas d'absence des président et vice-président, le plus âgé des membres représentant l'enseignement secondaire obligatoire assume la présidence de la cellule. ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par :

« Article 7. § 1^{er}. Dans les trois mois suivant la réception de la liste des compétences, la cellule émet un avis sur la correspondance entre la proposition faite par l'IFAPME et le SFPME et le certificat de qualification concerné. Cet avis, motivé sur base des éléments établissant la correspondance entre la liste des compétences et les profils de formation, est transmis au Gouvernement de la Communauté française.

Le Gouvernement émet un accord de principe quant à la mise en place de la formation visée et au titre qui sera délivré à l'issue de la formation concernée.

Le Gouvernement délivre également une autorisation provisoire d'attribuer le certificat de qualification aux apprenants. Si le Gouvernement s'appuie sur un avis de la cellule de consultation délivré entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre, l'autorisation provisoire vise l'année scolaire en cours. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire vise l'année scolaire suivante.

Le Gouvernement de la Communauté française avertit l'IFAPME, le SFPME et les personnes visées à l'article 3 du présent arrêté de sa décision.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement autorise l'IFAPME et le SFPME à délivrer les certificats de qualification de Menuisier/Menuisière, Restaurateur/Restauratrice et Coiffeur/Coiffeuse aux apprenants ayant terminé leur formation à partir du 1^{er} janvier 2012. ».

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par :

« Article 10. § 1^{er}. Si des propositions d'amélioration ont été formulées par la cellule de consultation et si le Gouvernement décide d'attendre la mise en œuvre des améliorations proposées, les opérateurs de formation en alternance reçoivent un délai pour se mettre en ordre.

Le Gouvernement avertit l'IFAPME ou le SFPME de sa décision motivée et du délai accordé pour la mise en œuvre des améliorations. Dans ce cas, le Gouvernement peut charger le Service général d'inspection d'un deuxième rapport et la cellule de consultation d'un deuxième avis à remettre dans les mêmes conditions que celles de l'article 9.

§ 2. Si la cellule de consultation remet un avis positif, à la suite d'un premier ou d'un deuxième rapport du Service général d'inspection, le Gouvernement de la Communauté française détermine de façon définitive si le titre délivré est correspondant. Il précise le moment de la prise d'effets de sa décision.

Il avertit l'IFAPME ou le SFPME et les personnes visées à l'article 3 de sa décision motivée et de la prise d'effets de sa décision.

§ 3. Si la cellule de consultation remet un avis négatif, à la suite d'un premier ou d'un deuxième rapport du Service général d'inspection, le Gouvernement de la Communauté française peut mettre fin à l'autorisation provisoire d'attribuer le certificat de qualification. Il précise le moment de la prise d'effets de sa décision.

Il avertit l'IFAPME ou le SFPME et les personnes visées à l'article 3 de sa décision motivée et de la prise d'effets de sa décision. Les certificats de qualification délivrés pendant la période d'autorisation provisoire restent définitivement acquis à leurs titulaires. ».

Art. 7. La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29544]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 betreffende de vaststelling van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » en de « Service Formation petites et moyennes entreprises » opgericht binnen de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingscentra met de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 januari 2009 houdende instemming met het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde PMS Centra erkend door de Regering, gesloten op 28 augustus 2013;

Gelet op het advies nr. 54.147/2 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het voordelig is voor de jonge leerlingen over het overeenstemmende kwalificatiegetuigschrift te beschikken om voor een betere socioprofessionele integratie te zorgen en dat het batig is voor de maatschappij de vroegtijdige tewerkstelling van jongeren te behartigen;

Overwegende dat de opleidingen “Schrijnwerker”, “Hersteller” en “Kapper” reeds het voorwerp uitmaakten van een experimentele fase in medewerking met het onderwijs voor sociale promotie die tot haar einde gekomen is in 2011 en dat de Inspectie van de Franse Gemeenschap, bij deze gelegenheid, de mogelijkheid werd gegeven de overeenstemming van de opleidingen van het IFAPME/de SFPME met het opleidingsprofiel na te gaan;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 betreffende de vaststelling van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het « Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » en de « Service Formation petites et moyennes entreprises » opgericht binnen de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingscentra met de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden “gezamenlijk” vervangen door de woorden “liefst gezamenlijk”.

§ 2. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid vervangen door :

“Bij wijze van overgangsmaatregel en ingeval de optie opgenomen in het repertorium van het gewoon secundair onderwijs steeds op een profiel uitgebouwd door de CCPQ steunt, wordt de lijst van de bevoegdheden verwezenlijkt in vergelijking met de opleidingsprofielen opgesteld door de CCPQ en goedgekeurd door het Parlement van de Franse Gemeenschap.”.

§ 3. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, kan de tabel met twee kolommen door het eensluidendheidsadvies uitgereikt door de SFMQ vervangen worden. In dat geval, moeten het IFAPME en de SFPME nochtans bewijzen dat de organisatie van de opleidingen de indeling in acht neemt in leerresultateneenheden die de overgang toelaat tussen het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs, enerzijds, en het IFAPME en de SFPME, anderzijds.”.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit,

1° wordt het punt 7° vervangen door “7° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs;”;

2° wordt het punt 9° vervangen door “9° de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.”.

Art. 3. In artikel 4, wordt het punt 1° vervangen door :

“1° vertegenwoordigers van het secundair onderwijs :

— de Directeur-generaal van het leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde;

— de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs of hun afgevaardigde(n);

— de Inspecteur-generaal van het secundair onderwijs of diens afgevaardigde;

— één vertegenwoordiger van het confessioneel secundair leerplichtonderwijs aangesteld door het overlegcomité van het confessioneel onderwijs in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1 van dit besluit;

— één vertegenwoordiger van het niet-confessioneel secundair leerplichtonderwijs aangesteld door het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1 van dit besluit;

— de Voorzitter van de Vaste commissie voor het alternerend secundair onderwijs;”.

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door :

“Artikel 6. Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de cel worden respectief waargenomen door de Directeur-generaal van het leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde en door de voorzitter van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs. Als de voorzitter en de ondervoorzitter afwezig zijn, wordt het voorzitterschap van de cel door het oudste lid dat het secundair leerplichtonderwijs vertegenwoordigt, waargenomen.”.

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door :

“Artikel 7. § 1. Binnen de drie maanden na de ontvangst van de lijst van de bevoegdheden brengt de cel een advies uit over de overeenstemming tussen het voorstel ingediend door het IFAPME en de SFPME en het betrokken kwalificatiegetuigschrift. Dat advies, met redenen omkleed op basis van de elementen die de overeenstemming tussen de lijst van de bevoegdheden en de opleidingsprofielen staven, wordt aan de Regering van de Franse Gemeenschap overgezonden.

De Regering brengt een principieel akkoord uit wat betreft het oprichten van de bedoelde opleiding en het bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt zal worden op het einde van bedoelde opleiding.

Ook reikt de Regering een voorlopige machtiging uit om het kwalificatiegetuigschrift aan de leerlingen toe te kennen. Indien de Regering op een advies van de raadplegingscel steunt uitgereikt tussen 1 september en 31 december, heeft de voorlopige machtiging betrekking op het lopende jaar. Is dit niet het geval, dan heeft de voorlopige machtiging betrekking op het volgende schooljaar.

De Regering van de Franse Gemeenschap verwittigt het IFAPME, de SFPME en de personen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit van haar beslissing.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, machtigt de Regering het IFAPME en de SFPME ertoe de kwalificatiegetuigschriften Schrijnwerker, Hersteller en Kapper aan de leerlingen uit te reiken die hun opleiding hebben voltooid vanaf 1 januari 2012.”.

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door :

“Artikel 10. § 1. Indien verbeteringsvoorstellen ingediend werden door de raadplegingscel en indien de Regering beslist de instelling van de voorgestelde verbeteringen af te wachten, krijgen de operatoren inzake alternerende opleiding een termijn om zich ernaar te schikken.

De Regering verwittigt het IFAPME en de SFPME van haar met redenen omklede beslissing en van de termijn die toegekend werd voor het instellen van de verbeteringen. In dat geval kan de Regering de Algemene inspectiedienst ermee belasten een tweede verslag uit te brengen en de raadplegingscel met een tweede advies dat uitgebracht moet worden binnen dezelfde voorwaarden als deze van artikel 9.

§ 2. Brengt de raadplegingscel een positief advies uit, na een eerste of tweede verslag van de Algemene inspectiedienst, bepaalt de Regering definitief of het uitgereikte bekwaamheidsbewijs overeenstemt. Ze bepaalt het ogenblik van de uitwerking van haar beslissing.

Ze verwittigt het IFAPME of de SFPME en de personen bedoeld bij artikel 3 van haar met redenen omklede beslissing en van de datum van uitwerking van haar beslissing.

§ 3. Brengt de raadplegingscel een negatief advies uit, na een eerste of tweede verslag van de Algemene inspectiedienst, kan de Regering een eind stellen aan de voorlopige machtiging om het kwalificatiegetuigschrift uit te reiken. Ze bepaalt de datum van uitwerking van haar beslissing, definitief of het uitgereikte bekwaamheidsbewijs overeenstemt. Ze bepaalt het ogenblik van de uitwerking van haar beslissing.

Ze verwittigt het IFAPME of de SFPME en de personen bedoeld bij artikel 3 van haar met redenen omklede beslissing en van de datum van uitwerking van haar beslissing. De houders van kwalificatiegetuigschriften uitgereikt gedurende de periode van de voorlopige machtiging behouden deze definitief. “.

Art. 7. De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2014/206171]

8 OKTOBER 2014. — Koninklijk besluit houdende benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 201, 202, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994, 19 januari 1999, 16 juni 2006 en 25 maart 2014;

Gelet op de dubbele kandidatenlijsten voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het Arbeidshof van Brussel worden benoemd :

- als werknemer-arbeider :
de heer LANGHENDRIES André, te LESSEN;
de heer PALSTERMAN Paul, te BRUSSEL;
de heer POTTIEZ Luc, te GANSHOREN;
- als werknemer-bediende :
de heer GERILS Alain, te SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE;
de heer MARISCAL Bernard, te ECAUSSINNES;
de heer TALBOT Francis, te WATERMAAL-BOSVOORDE.

Art. 2. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Franstalige arbeidsrechtbank van Brussel worden benoemd :

- als werknemer-arbeider :
de heer VAN CRAEN Marc, te OUDERGEM;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2014/206171]

8 OCTOBRE 2014. — Arrêté royal portant nomination de conseillers et de juges sociaux (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 198 à 201, 202, modifié par la loi du 6 mai 1982, 206, modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre de juges sociaux et de conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994, du 19 janvier 1999, du 16 juin 2006 et du 25 mars 2014;

Vu la liste double de candidats présentés par l'organisation représentative d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés en qualité de conseiller social effectif à la Cour du travail de Bruxelles :

- au titre de travailleur ouvrier :
Mr LANGHENDRIES André, à LESSINES;
Mr PALSTERMAN Paul, à BRUXELLES;
Mr POTTIEZ Luc, à GANSHOREN;
- au titre de travailleur employé :
Mr GERILS Alain, à WOLUWE-SAINT-LAMBERT;
Mr MARISCAL Bernard, à ECAUSSINNES;
Mr TALBOT Francis, à WATERMAEL-BOITSFORT.

Art. 2. Sont nommés en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail francophone de Bruxelles :

- au titre de travailleur ouvrier :
Mr VAN CRAEN Marc, à AUDERGEM;